



CONTRE LE CHÔMAGE ET LES PRÉCARITÉS

MARCHES RÉGIONALES

NOVEMBRE/DÉCEMBRE 2009

CONTRE LES LICENCIEMENTS

Déclaration finale de l'Assemblée Générale Nationale du 10 octobre 2009 des marches contre le chômage, les précarités et les licenciements

RÉSISTONS, MARCHONS, AGISSONS! TOUTES ET TOUS DANS LES MARCHES ET LES ACTIONS LE 5 DÉCEMBRE ET APRÈS!

Les organisations réunies le 10 octobre à Paris font le constat accablant que la précarité, le chômage et les licenciements explosent : 40% de jeunes de moins de 25 ans sont au chômage dans les quartiers ; 4 millions de personnes sont inscrites au Pôle emploi, dont 40 enchaînent des petits boulots précaires ; 8 millions de travailleurs pauvres dont 80% sont des femmes. Et combien souffrent de la difficulté d'accès au logement, aux papiers, à la santé. Tant de souffrance conséquences de la dictature de l'argent et de la loi du profit.

Les organisations sont réunies pour la préparation des Marches régionales contre le chômage, les précarités et les licenciements du 20 novembre au 5 novembre 2009, marches qui annoncent la manifestation nationale du 5 décembre appelée par les quatre organisations de chômeurs et précaires. Elles soutiennent l'appel des quatre organisations de chômeurs et précaires pour la manifestation du 5 décembre : contre le chômage et les précarités, pour un emploi de qualité, librement choisi et correctement rémunéré ou un revenu décent pour tou-te-s, avec ou sans emploi ; et dans l'urgence, pour la revalorisation des différents revenus des chômeurs et précaires, pour l'arrêt des sanctions, radiations et indus par Pôle Emploi. La situation actuelle de crise nécessite une mobilisation la plus large possible contre le chômage, les précarités dans toutes leurs dimensions qui

renforcent le chômage, les licenciements qui augmentent indéfiniment le nombre de chômeurs. Dans les régions, on ne peut dissocier la lutte contre le chômage, les précarités et le refus des licenciements. L'affaiblissement des droits des chômeurs se traduit par l'affaiblissement des droits de tous les salariés.

Des Marches régionales ou entre villes-étapes contre le chômage, les précarités et les licenciements s'organisent dans plusieurs régions (Lyon, Lille, Marseille, etc), marches dont l'organisation est laissée à l'initiative des collectifs locaux qui se réunissent pour les préparer de façon unitaire. De nombreuses autres villes préparent des actions concrètes pour la défense des droits dès la fin octobre (28-29-30 octobre) et dans les semaines précédant le 5 décembre. Les manifestations du 5 décembre, dans de nombreuses villes, seront l'occasion de rassembler largement les chômeurs, les précaires, les salariés en lutte, les sans papiers, les mal logés. -> (suite page 2)



RESISTONS, AGISSONS, MARCHONS!

A Marseille, la campagne contre le chômage, les précarités et les licenciements a été lancée par une conférence de presse le 14 octobre ; la définition des villes-étapes où passera une marche arrivant à Marseille le 5 décembre et les modalités de cette manifestation du 5 décembre seront annoncées, elles, fin novembre.

Le collectif unitaire contre le chômage et la précarité salut tout d'abord la lutte des sans-papiers en région parisienne en donnant la parole à Momo, du Collectif des Sans-Papiers de Marseille.

Au cours de cette campagne, pendant un mois et demi, nous allons réaliser des actions avec des salariés en lutte contre les licenciements (Altmel, ST MICRO, Légré-Menthe), des actions dans les PE, contre l'accueil et la gestion catastrophique des PE, les contrôles et les discriminations et contre le RSA dans les CAF, à la direction de l'insertion et au conseil général, enfin sur logement, qui représente à Marseille le plus grave problème pour la population pauvre de cette grande ville.

Le vendredi 6 novembre, nous déposerons sur le bureau du centre des impôts les dossiers de demande de remise gra-

cieuse de la taxe d'habitation. La municipalité de Marseille augmente la taxe d'habitation de 4,9 %. Pour les personnes percevant le RSA (ex-rmi) la remise en cause de son exonération provoque colère et sentiment d'injustice. Agir ensemble contre le chômage et la précarité ouvre trois permanences hebdomadaires pour recevoir la population précaire. Nous listons ci-dessous les organisations qui composent ce collectif unitaire, et nous espérons pendant cette campagne que ce mouvement de chômeurs et précaires va pouvoir se reconstruire et se déployer pour enfin faire basculer le rapport de force au profit des plus démunis.

Collectif unitaire contre le chômage et la précarité
Tél : 06 60 41 82 14.

AC! Marseille, Comités chômeurs CGT et les associations suivantes : Amis de la Terre, Article 13, Cimade, Droit au logement, Fondation Copernic, Mission ouvrière de Marseille, Portail des luttes, Solidaires 13, SUD Culture, Sud étudiants, Témoignage chrétien, Vie et Terre, VLD, un militant du CRIP... Avec le SOUTIEN DE : Alternative libertaire, Collectif anti-libéral Marseille Est, la Fédération, les Alternatifs, NPA, Parti communiste français, Parti de gauche

AC1, APEIS, CGT Chômeurs, MNCP
Le 5 décembre, manifestons tous contre le chômage et les précarités !

Chômage et précarité, déjà très élevés, peussent avec la crise. Près d'un million de plus de chômeurs en 2009 ! Sans compter les non-inscrites (hors du marché). La situation est intolérable. Ce n'est pas le RSA, payable pour tous, la misère, qui va améliorer du tout rien, la situation des chômeurs et précaires. Ils ne leur restent plus un emploi stable et décent, mais des maigres d'ent-prise payées au rabais.

Il est urgent de faire entendre la voix des chômeurs et des précaires. C'est pourquoi les quatre organisations de chômeurs et de précaires lancent un :

APPEL POUR UNE MANIFESTATION NATIONALE LE 5 DÉCEMBRE

- Contre le chômage et les précarités
- Pour un emploi de qualité, librement choisi et correctement rémunéré
- Ou un revenu décent pour tous, avec ou sans emploi

Dans l'urgence :

- Revalorisation urgente des différents revenus des chômeurs et précaires
- Arrêt des sanctions, indus, radiations abusives...

Ce n'est pas les chômeurs qu'il faut combattre, c'est le chômage !

Pour appeler à cette journée nationale, des Marches régionales seront organisées du 20 novembre au 5 décembre à l'appel des organisations de chômeurs et précaires.

Le 5 décembre prochain, nous nous retrouverons à l'Assemblée Nationale et demanderons à être reçus pour porter nos revendications.

La lutte contre le chômage et la précarité, c'est l'affaire de tous, les élus doivent prendre leur responsabilité.

Nous vous invitons à prendre contact avec nos organisations pour la suite de cette initiative et pour faire entendre la voix des chômeurs et des précaires. Nous ne quittons pas LEUR côté !

AC1 : 01 47 00 00 00
APEIS : 01 47 00 00 00
CGT : 01 47 00 00 00
MNCP : 01 47 00 00 00

-> (suite de la page 1) Ces Marches sont le début d'une mobilisation qui se déclinera à la manifestation du 5 décembre et se poursuivra en 2010: il faut coordonner des actions contre le chômage. Chaque fin de mois, la diffusion des chiffres du chômage doit être l'occasion de mouvements coordonnés partout en France. Il faut dès maintenant affirmer que la lutte contre le chômage, les précarités et les licenciements n'en est qu'au début, il faut reconstruire un mouvement unitaire contre le chômage à la mesure de la période qui s'ouvre de crise économique et d'offensive gouvernementale contre les droits des chômeurs:

- Le droit à un emploi de qualité pour toutes et tous. Nul ne peut être privé d'emploi et de revenu! Contester les licenciements est légitime, nous exigeons une nouvelle législation sociale qui rende le droit à l'emploi effectif et soit fondée sur la continuité des droits: contrat de travail, obligation de reclassement, et financée par un fonds patronal mutualisé. Cette loi doit aussi contenir la réduction du temps de travail permettant le travail de tous, l'interdiction des contrats précaires subis, la réintégration des salariés précaires licenciés depuis des mois.

- La discrimination sous toutes ses formes (raciste, sexiste...) dans l'accès à tous les droits et à la progression professionnelle doit être combattue par une loi-cadre nationale et les sans-papiers doivent être régularisés. Suppression des inégalités hommes / femmes en matière de formation, de salaires, d'accès aux métiers, de retraite.

- L'accès de tous les chômeurs, précaires et étudiants à un statut de vie sociale et professionnelle=garantissant dans tous les cas un revenu individuel et inconditionnel décent dès 16 ans, ayant au minimum pour référence le SMIC revalorisé, et non diminué des prestations sociales et de logement. Ce statut de vie sociale et professionnel sera à la charge du patronat.

- La continuité des droits sociaux afférents à ce statut (logement, santé, formation, points de retraite, progression de carrière, papiers...), la possibilité de tout-e travailleur-se à temps partiel de passer sur demande à temps plein.

- Pour des services publics au service des citoyens et des plus démunis: nous exigeons l'arrêt de toute suppression d'emploi et la résorption de la précarité dans les services publics, l'annulation de toutes les privatisations et le contrôle services publics par les salariés et les citoyens. Les services publics doivent être étendus à la petite enfance et aux personnes âgées et dépendantes. Nous exigeons la création d'emplois socialement utiles et écologiquement soutenables.



l'Edito **LES CHÔMEURS** **ET PRÉCAIRES** **EN MOUVEMENT**

Les années 1990 avaient vu l'éclosion d'un mouvement de chômeurs. La marche des chômeurs de AC! en 1993 puis en 1994, les mobilisations avec occupation de 1997 et 98, les grandes manifestations de Marseille pour la prime de Noël, plus récemment la mobilisation des recalculés et la manifestation annuelle de début de décembre sont autant d'étapes dans cette lente construction. Les organisations AC!, APEIS, MNCP, CGT-Privés d'emploi sont largement issues de ces années.

En parallèle, depuis quelques années, par des actions souvent plus médiatiques, de nouvelles générations confrontées à la précarité se mobilisent comme Génération Précaire, Stop Précarité, Coordination des Intermittents et Précaires (CIP-Ile de France), mais aussi des collectifs locaux où se rassemblent, dans les villes, des jeunes et moins jeunes contre le nouveau visage du chômage. Dans les quartiers populaires aussi des associations se mobilisent contre les discriminations. C'est sous l'angle des précarités que se mobilisent principalement ces nouvelles couches du salariat, par exemple pour l'accès au logement, aux stages et contre les contrôles-flicage de Pôle Emploi. Surtout qu'avec la crise, cette précarité a été déstabilisée par la raréfaction des CDD et des missions d'intérim.

Aujourd'hui, l'accélération de la crise économique se traduit par des centaines de milliers de licenciements et, là encore, les résistances dans certaines entreprises montrent ce refus de la mise au chômage.

Trois époques, trois dimensions de la résistance. Ce sont ces trois «générations» que nous visons à rassembler dans «les Marches contre le chômage, les précarités et les licenciements». Ces trois composantes sont essentielles pour reconstruire un mouvement des chômeurs et précaires unifié, à la mesure des enjeux. Car le chômage ne va pas se réduire tout seul, et les droits des chômeurs, gagnés peu à peu au fil des luttes et des résistances, se retrouvent remis en cause. L'instauration du RSA, par exemple, à travers le brouillage de la frontière entre le chômeur et le salarié pauvre, est l'occasion pour accentuer le contrôle social et remettre en cause les transports gratuits, l'accès aux soins, à un logement décent, etc.

L'avenir, c'est un grand mouvement de chômeurs et précaires, moteur de la mobilisation, mettant en avant des droits pour tous les chômeurs et chômeuses, un droit à vivre dans une société qui ne soit plus celle du profit.

Ont participé et adopté cette déclaration aux Etats Généraux des 16 et 17 mai 2009 à Bobigny: **AC!, APEIS, APNEE, ATTAC, ATTAC-Campus, CGT et CFDT Caterpillar, CGT Tyco, CIP-IDE, CNT-ANPE, Collectif National Droits des Femmes, Coordination des Sans Papiers 93, Fondation Copernic, DAL, Front Syndical de classe, FSU, Jeudi Noir, Marches Européennes, Mouvement des Quartiers pour la Justice Sociale, No Vox, Réseaux féministe Rupture, Union Syndicale Solidaires, Sauvons l'Université (SLU), FSU-SNU-TEFI-Pôle Emploi, Stop Précarité.**

Les soutiens: **les Alternatifs, l'Appel et la Pioche, la Fédération, NPA, MJS, Parti de Gauche, les Verts**



© Phototheque.org/Gabriel Laurent

AVERTISSEMENT À PROPOS DES SOUTIENS ET DE LA MOBILISATION.

Nous nous excusons par avance si nous avons oublié des signatures de soutien. En effet depuis la préparation des états généraux contre le chômage et la précarité (décidés en février et tenus en mai) nous avons eu de nombreux contacts. Les soutiens à la gauche de la gauche sont pratiquement unanimes et les organisations, groupes, collectifs locaux ou régionaux sont kyrielles à s'associer à cette initiative.

En région, beaucoup de signatures ne nous sont pas parvenu et les listes de présents aux premières réunions ne sont qu'indicatives.

Concernant l'aspect des «littes contre LES précarités»: droit au logement, les sans-papiers, les jeunes et particulièrement ceux des quartiers populaires, la lutte pour le droit des femmes, etc. Elles n'apparaissent pas dans les articles du journal (faute de temps). Le texte de référence est donc celui des états généraux, base de notre initiative.

Ces marches (ou ensemble d'actions) sont d'abord régionales, initiative du collectif «droits nouveaux» regroupant un grand nombre d'organisations, elles sont appelées à rejoindre la manifestation traditionnelle appelée par les 4 associations de chômeurs, le premier samedi de décembre (anniversaire du RMI).

Nous mettons à jour les actions et rendez-vous partout en France le site des marche:

www.pourdesdroitsnouveaux.org

INITIATIVES ET CONTACTS PAR DÉPARTEMENT

Pour une information en temps réel, car ça bouge tous les jours, merci d'aller sur le site : <http://www.pourdesdroitsnouveaux.org/>

04. DIGNE: Le collectif droits nouveaux 04 regroupe : Association Guillermo, U.D.CGT, L'appel et la pioche, Femmes solidaires, NPA 04, Solidaires. A partir du 07 novembre, sur les marchés de Digne, Forcalquier, Manosque, Château Arnoux, des cercles récurrents de protestation et remplissons nos cahiers de doléances.

13. MARSEILLE: Arielle ; AC! Marseille ; acmarseille@gmail.com ; 06 60 41 82 14. 1^{ère} réunion du 14 octobre ; voir sur <http://contrelapreca.eklablog.com>. Points forts dans les quartiers. Liens avec les licenciements et des actions contre la taxe d'habitation.

14. LISIEUX: Françoise de AC ! ; en coordination avec Caen-Alençon, d'une part, et Le Havre-Rouen ainsi que Flers.

14. CAEN: AC ! 14, CIP-Idf etienne.adam@anpag.org ; 1^{ère} réunion le 15 octobre. Occupation par une soixantaine de personnes d'un Pôle Emploi à l'appel d'AC! et du SPC avec 4 litiges à traiter : victoire ! Idée : marche locale dans les quartiers le 25 nov avec fête le soir.

16. ANGOULÈME: Christelle et Francis; vero_16@live.fr et fran-cis.paltingeas@orange.fr ; 1^{ère} réunion le 12 octobre, Collectif local AC ! 16, Collectif des sans papier, CGT Pôle Emploi, solidaires, CNT ANPE, NPA; Idée: rencontrer salariés de Newfabris. Contact avec Poitiers (?).

22. LANNION: AC ! Trégor-Lannion; actregor@wanadoo.fr; 02 96 47 27 27; Distribution dans les pôles emploi chaque semaine.

25. BESANÇON: ac.besancon@free.fr ; 1^{ère} réunion unitaire faite.

31. TOULOUSE: info via <http://www.cip-idf.org/>

33. BORDEAUX: Ac ! 05 56 81 88 91. acgironde@free.fr; Programmation d'actions sur Pole emploi, RSA Jeunes, CAF, etc. A la 1^{ère} réunions au local d'AC! Gironde : AC! Gironde, MNCP, Gauche Unitaire, LDH, NPA, DAL, SNU Pole Emploi.

35. RENNES: Forum social mi-novembre avec Maryse Dumas CGT, CGT-



Rassemblement Pôle emploi, 23 juin 2009/DR

Privés d'emploi, AC!. Mouvement des Chômeurs et Précaires en Lutte de Rennes et la Coordination des Intermittents et Précaires d'île de France : la 1^{ère} réunion le 24 octobre.

37. TOURS: Collectif-Précaires : precai-restours@no-log.org, Tél. 06 59 44 99 16 ET Contacter MNCP : rossi-gnol.christophe@gmail.com, 06 07 49 88 21.

38/1. GRESIVAUDAN: UL CGT Dominique Rousseau ; perso.rousseau.dom@wanadoo.fr.

38/2. SALAISE/ PEAGE DE ROUSSILLON: Gilles Vial : Vial.gilles@mairie-salaise-sur-sanne.fr. 38/3 ; Grenoble ; AC ! : 04 76 24 10 03 ou 22 00 15, Pimprenelle6@wanadoo.fr; Marche prévue vers Lyon + actions Fin de mois. A la 1^{ère} réunion: AC, CNT, Ligue des Femmes, NPA, Antigone, Sud Educ.

44. NANTES: Leandre ; icioula-bas.vasavoir@gmail.com ; à la 1^{ère} réunion du 1^{er} oct : NPA, d'AC ou d'AC/CUN plus 1 représentant de l'UD CGT.

47. AGEN: Didier, leobre47@orange.fr; Commission Précarité NPA Villeneuve/Fumel. 1^{ère} réunion le 7 octobre.

51. REIMS: Pascal A.C. !; ac.res@wanadoo.fr.

59. MÉTROPOLÉ LILLOISE: AC ! ; 03 20 38 08 83, ac-metropole@wanadoo.fr: AC! nord pas de calais, Mrap, Attac, syndicats : préparation de temps forts sur: Calais, Arras, bassin minier, Lille + Douais-Renault

61/1. ALENÇON: prochaine réunion unitaire le 30 octobre: décontamination du Pôle emploi. Fin novembre: initiative sur les transports gratuits. A la 1^{ère} réunion: NPA, AC!, Solidaires, AL, Les Verts.

61/2. FLERS: Jean; ac.flers@wanadoo.fr ; contact avec Alençon et Caen.

63. CLERMONT FERRAND: Alain Couderc ; Tel 09 50 26 51 46, ac63@free.fr; Projet marche vers Lyon + points forts aussi avec le MNCP à Montluçon.

64. BAYONNE: AC ! Pays basque ; ac.paysbasque@free.fr.

65. TARBES: Lisiane, AC!; 1^{ère} réunion le 15 octobre ; action de porte à porte préparant le 5 décembre.

66. PERPIGNAN: Marie Lise Floutier; Solidaires66@laposte.net, 04 68 67 04 30

69. LYON RÉGION: Elsa et Salim; acrhone@no-log.org; Marches dans les quartiers, faisant la jonction avec celles venant de Clermont, Grenoble, Valence. Décontamination de Pole Emploi fin octobre. A la 1^{ère} réunion : AC! Rhône, Collectif de Vaulx en Velin, CGA, FSU, les Alternatifs, Sud Emploi, FA, Uspaoc Cgt, NPA, Parti de Gauche, Gauche Unitaire, Marches Européennes, Solidaires.

76. LE HAVRE: ac-lehavre@wanadoo.fr.

83. TOULON: Fahima ; NPA et CGT chômeurs; Points fixes devant les quartiers.

91. EVRY: Michel Coutard ; 09 64 49 81 54 et ac-idfsud.massy@wanadoo.fr.

92. ASNIÈRES/GENNEVILLIERS: Bernard et Christine; AC!

93. MONTREUIL: CIP-idf; Distribution Pole emploi Montreuil.*

94. CRÉTEIL /VILLEJUIF: APEIS ; Action prévue sur Pole Emploi le 23 nov. 1^{ère} Réunion du 23 oct: AC !, Apeis, Copernic, SNU-Pole Emploi, UL CGT Villejuif, (CGT-Chômeurs excusé).

75. 19E ARD: Nico ; MQJS (mouvement des quartiers pour la justice sociale); Action contre les discriminations (racistes, sexistes, territoire).

MOUVEMENTS DE JEUNES: Réunion unitaire des organisations de jeunesse. Action dans les universités contre la précarité des jeunes et pour l'allocation d'étude. ▲

LE MAL-LOGEMENT, UNE FORME AIGUË DE PRÉCARITÉ

Le DAL (Droit au Logement) a participé aux Etats Généraux du chômage et de la précarité de mai dernier et signé l'Appel de Bobigny contre le chômage, toutes les formes de précarités et les licenciements. En effet, le mal-logement est une forme aiguë de précarité, causée par les politiques du logement cher et de soutien au banques, aux spéculateurs et aux bailleurs, causée par les attaques contre le logement social, qui visent privatiser les HLM. Elle se conjugue avec à la précarité de l'emploi, au chômage, à l'absence de papiers. Sans logement, c'est la misère et l'exclusion. Droit Au logement organise des caravanes dans toute la France pour demander l'arrêt des expulsions, la baisse des loyers et des charges, l'application de la loi de réquisition, du DALO (droit au logement opposable), plus de logements sociaux, et le droit au logement pour tous et toutes. Cet automne, elle est passée de Clermont à Strasbourg en passant par Lyon, Dijon, Besançon, Colmar. En mars prochain, elle partira de Strasbourg à Lille en passant par Bruxelles. Nous soutenons le DAL dans sa lutte pour un logement décent et rechercherons toutes convergences au cours des Marches du 20 novembre au 5 décembre, et après. ▲

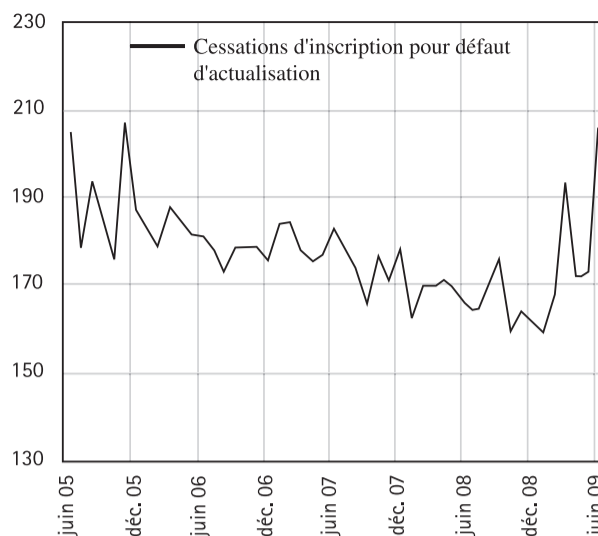
LE PÔLE EMPLOI EST LE MEILLEUR "NETTOYEUR" DE CHÔMEURS

Notre exemple est la publication des chiffres du chômage du mois de juin qui annonçait une baisse dans la catégorie A, une baisse sensible puisqu'il y a eu 186 000 chômeurs en moins que le mois précédent. Il faut décoder ce bon chiffre en précisant que le nombre de chômeurs a malgré tout augmenté de 9200 si l'on intègre les chômeurs exerçant une activité réduite.

La technique du nettoyage des fichiers :

Dans notre exemple : le pôle emploi avait dissimulé artificiellement environ 25.000 chômeurs au mois de Mars, il récidivera au mois de juin avant de réajuster au mois de d'avril et mai. La technique de manipulation des chiffres est toujours la même : les chiffres de "sorties du pôle emploi" dans les catégories "cessations d'inscription pour défaut d'actualisation" et pour "autres cas" augmentent de façon anormale.

Deux images valent mieux qu'un long discours :



Toutes choses égales par ailleurs, les hausses importantes constatées au mois de mars ainsi qu'au mois de juin ne peuvent être le fruit du hasard. D'autant plus que les radiations ont aussi une hausse inexpliquée depuis le mois de mars. Il y a donc 30.000 chômeurs qui ne sont pas sortis naturellement au "titre de la cessation d'inscription" ainsi que 2.000 au titre dans la catégorie "autres cas".

Le Chômage au titre du mois de juin a été donc sous-estimé d'environ 32.000 personnes au mois de juin. Nous faisons depuis les mêmes observations.

- de 25 ans
« on » te refuse le
misérable RSA
à cause de ton âge ?
Tu peux saisir un juge,
CONTRE cette injustice et
POUR les droits
de toutes et tous

MARCHES DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

Actions prévues : 21 novembre, calais, concert sans papiers ; 24 novembre, débat à armentières, thème : « opérateurs privés-contrôles des chômeurs » ; 26 novembre, déba bassin minier, thème « rsa » ; 25 novembre, arras, thème : « économie sociale et solidaire » ; 30 novembre et 1 décembre, actions à lille, thèmes « revenu/partage des richesses » et action droit au logement pour tous. Nouvelle réunion de préparation pour les actions à lille mardi 20 octobre avec partenaires sur lille ; 30 octobre action « centre des impôts », demandes collectives de remise gracieuse de la taxe d'habitation, rassemblement à 15h et occupation pour obtenir l'annulation de cet impôt injuste et scandaleux. Débat sur le thème les chômeurs-précaires, les rsastes, les smicards et les personnes ayant des faibles revenus ne sont pas responsables de la crise mais sont les victimes du chômage et de la précarité nous ne pouvons pas payer et nous ne paierons pas !

RÉCIT D'UNE DISTRIBUTION DE TRACTS À MARSEILLE.

Nous étions à la CPAM de la Belle de Mai (13003 Marseille) puis nous sommes allées au Pôle emploi de la rue Lautard, pour distribuer nos tracts à l'intérieur.

Malgré quels intimidations de la directrice, nous n'avons pas bougé

Un homme, radié, en a profité pour nous solliciter afin que nous l'aidions à rédiger une lettre - il ne peut écrire, sa main est mutilée, il a travaillé toute sa vie en tant que menuisier et s'est inscrit au mois de mars 2009 au Pôle emploi suite à un licenciement économique.

Le gars de l'accueil lui a indiqué que pour contester sa radiation (absence à un contrôle mensuel), il doit se justifier par écrit (!) et rapporter la lettre le len-

demain. Son motif: non-réception de sa convocation.

Nous intervenons en sa faveur.

La directrice en vociférant: "c'est mon agence"; "c'est moi qui décide"; "vous ne devez pas à aider les gens"; "c'est notre boulot à nous"; "vous devez sortir"...

Mais, malgré ses grands airs de petit fonctionnaire autoritaire, la personne qui nous a demandé de l'aide a osé s'adresser directement à elle.

Celui-ci à été reçu par un agent, puis réinscrit sur les listes des demandeurs d'emploi.

Et c'est probablement ce qui l'a fait le plus flipper : un usager à nos côtés a pu effectuer ses propres requêtes. Peut que cela fasse boule de neige, et c'est exactement ce que nous recherchons un contact direct usager-Pôle emploi. Quant à nous, nous avons persisté à rester à l'intérieur. et, condition du succès de ce genre d'action: garder notre calme.

.....
Nous sommes partis tranquillement, après 3 heures passées au chaud malgré toutes les injonctions de la direction de ce Pôle emploi!

L'assemblée contre la précarisation- Marseille <contrelapreca.eklablog.com>

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN FINANCIER!

Chèques à l'ordre de : « MARCHES » à l'adresse : Les marches, 17 rue de Lancry, 75010, Paris.

MARCHES RÉGIONALES DE NOVEMBRE/DÉCEMBRE 2009.
DIRECTRICE DE PUBLICATION : EVELYNE PERRIN. «MARCHES», 17 RUE DE LANCRY, 75010 PARIS. SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : ALAIN MARCU. SITE ET CONTACTS : [HTTP://WWW.POURDES DROITS NOUVEAUX.ORG/](http://www.pourdesdroitsnouveaux.org/).
CONCEPTION GRAPHIQUE : ROTOGRAPHIE. IMPRIMÉ PAR ROTOGRAPHIE, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.